

# Le destin du stade national entre les mains de la N-VA

## EUROSTADIUM Le promoteur Ghelamco lance une procédure au niveau régional

Ce 17 août, le promoteur immobilier derrière le projet de stade national, Ghelamco, attend des réponses concernant les permis nécessaires pour la construction de l'Eurostadium. Ces réponses seront négatives, a prévenu Ghelamco. Deux obstacles se dressent en effet sur la route de la construction du stade. D'une part, le fameux chemin vicinal, qui n'existe plus dans les faits mais bel et bien dans les textes légaux, n'a pas encore été officiellement supprimé. Souvenez-vous : en avril dernier, la députation provinciale du Brabant flamand décidait de supprimer ce chemin, à la demande de la commune de Grimbergen. Cette dernière, d'abord opposée à cette suppression, a changé d'avis en février dernier, sous la pression d'énormes astreintes financières. Cet épisode a fortement retardé le projet, et ce n'est pas fini, car un appel a été interjeté contre la décision de la députation. « Cet appel suspensif est en cours de traitement au gouvernement flamand », précise Ghelamco.

L'autre obstacle porte sur le fond : la convention de mobilité, réclamée par la députation, n'a pas été signée par le ministre flamand compétent, à savoir Ben Weyts, N-VA. Ce que le promoteur regrette : « Il ne la signe pas alors que l'administration a donné des signaux clairs indiquant que la convention présentée satisfait largement aux attentes. » A défaut d'obtenir un feu vert ce 17 août, Ghelamco annonce un changement de stratégie : l'introduction, dans les prochains jours, d'une demande de permis unique. Il s'agit d'une toute nouvelle procédure urbanis-

tique en Flandre, qui inclut permis d'environnement et permis de bâtir. Théoriquement, elle doit être plus rapide et plus efficace que précédemment. Conséquence : toutes les procédures entreprises jusqu'à présent par Ghelamco seront retirées.

Comment interpréter ce rebondissement ? Dans l'opposition de la Ville de Bruxelles, la conseillère communale indépendante (ex-Ecolo) Marie Nagy considère que « le stade ne sera pas prêt pour l'Euro 2020 ». Elle précise : « Je me rappelle qu'Alain Courtois (échevin des Sports de la Ville, MR, NDLR) avait déclaré au conseil communal que les travaux devaient commencer en 2017. Aujourd'hui, si Ghelamco réintroduit une nouvelle demande, cela implique de nouveaux délais légaux, des temps de recours... Je vois difficilement comment tout cela pourra être prêt pour 2019 pour que l'UEFA vienne faire ses vérifications. Cette échéance me semble s'éloigner plus que raisonnablement. »

### « Dans la gueule du lion »

De son côté, Fabian Maingain, conseiller communal Défi, ne prononce pas encore l'arrêt de mort du dossier : « Cela creuse un peu plus sa tombe, il est vraiment au fond du trou. Mais il n'est pas encore enterré. » Il poursuit : « La stratégie de passer devant la députation provinciale (où siège une majorité Groen-CD&V-VLD-SPA, NDLR) n'a pas fonctionné. En désespoir de cause, Ghelamco se tourne vers le gouvernement flamand et se met à la merci du bon vouloir, ou plutôt du non-vouloir, de la N-VA. Cela

hypothèque sérieusement les perspectives de réalisation du projet. »

Le dénouement du dossier est désormais totalement entre les mains de la majorité régionale flamande (N-VA, VLD et CD&V). Une coalition qui comprend un parti farouchement opposé à ce stade national... la N-VA. « Ce que personne n'a vu venir, c'est qu'un dossier sportif à la base s'est transformé un dossier flamando-flamand, observe cette source proche du dossier. Alors que les élections approchent, tous les dossiers entre la N-VA, le VLD (parti en faveur de l'Eurostadium via le ministre Guy Vanhengel, NDLR) et le CD&V sont en train d'être joués au gouvernement flamand. » En clair : l'avenir du stade dépendra de ces négociations.

Si les défenseurs du projet semblent garder une posture jusqu'au-boutiste (Ghelamco « mettra tout en œuvre pour mener à bien la mission qui lui a été confiée »), les opposants (très) sceptiques. « Jusqu'à présent, le projet avait la tête dans la gueule du lion, aujourd'hui c'est tout le corps qui y est », conclut Fabian Maingain. Ghelamco invite les autorités à « prendre leurs responsabilités afin de garantir la sécurité juridique ». Un vœu pieux ? L'horloge tourne... ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT